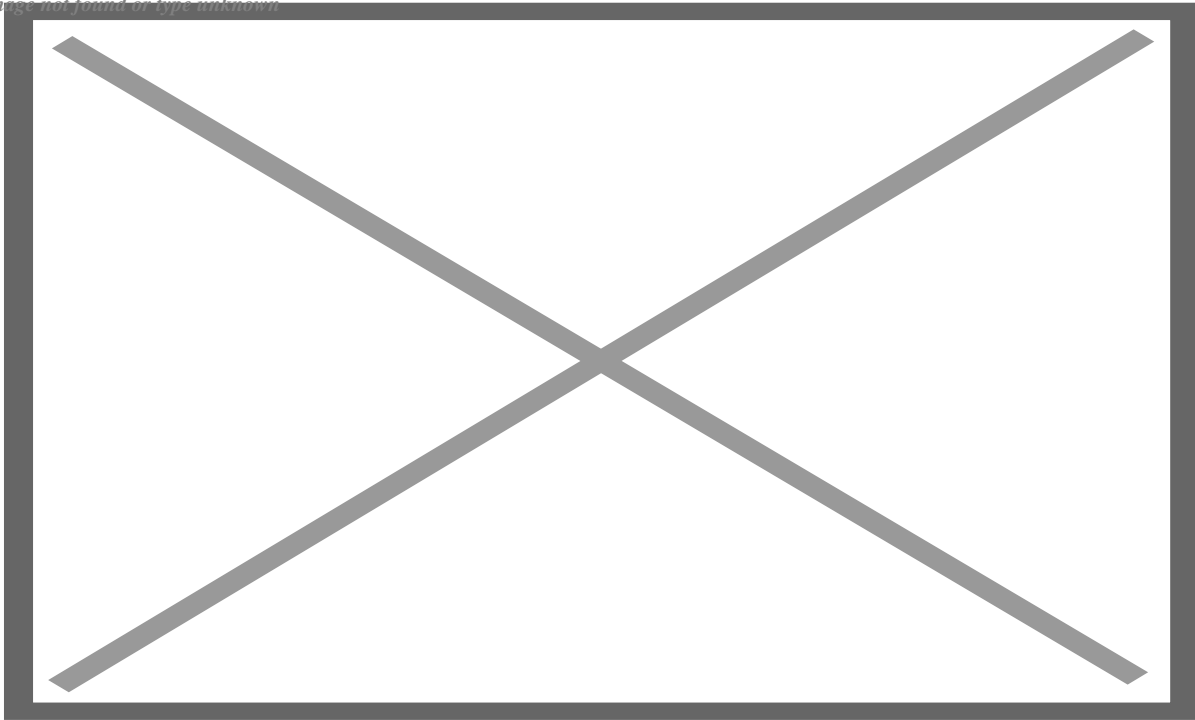


Des règles différentes : des politiques spéciales permettent aux États-Unis de continuer à fournir des armes à Israël en dépit d'allégations d'abus

Image not found or type unknown



Des règles différentes : des politiques spéciales permettent aux États-Unis de continuer à fournir des armes à Israël en dépit d'allégations d'abus

Révélation : l'examen de documents internes du département d'État montre que des mécanismes spéciaux ont été utilisés pour protéger Israël des lois américaines sur les droits de l'homme.

Stephanie Kirchgaessner à Washington

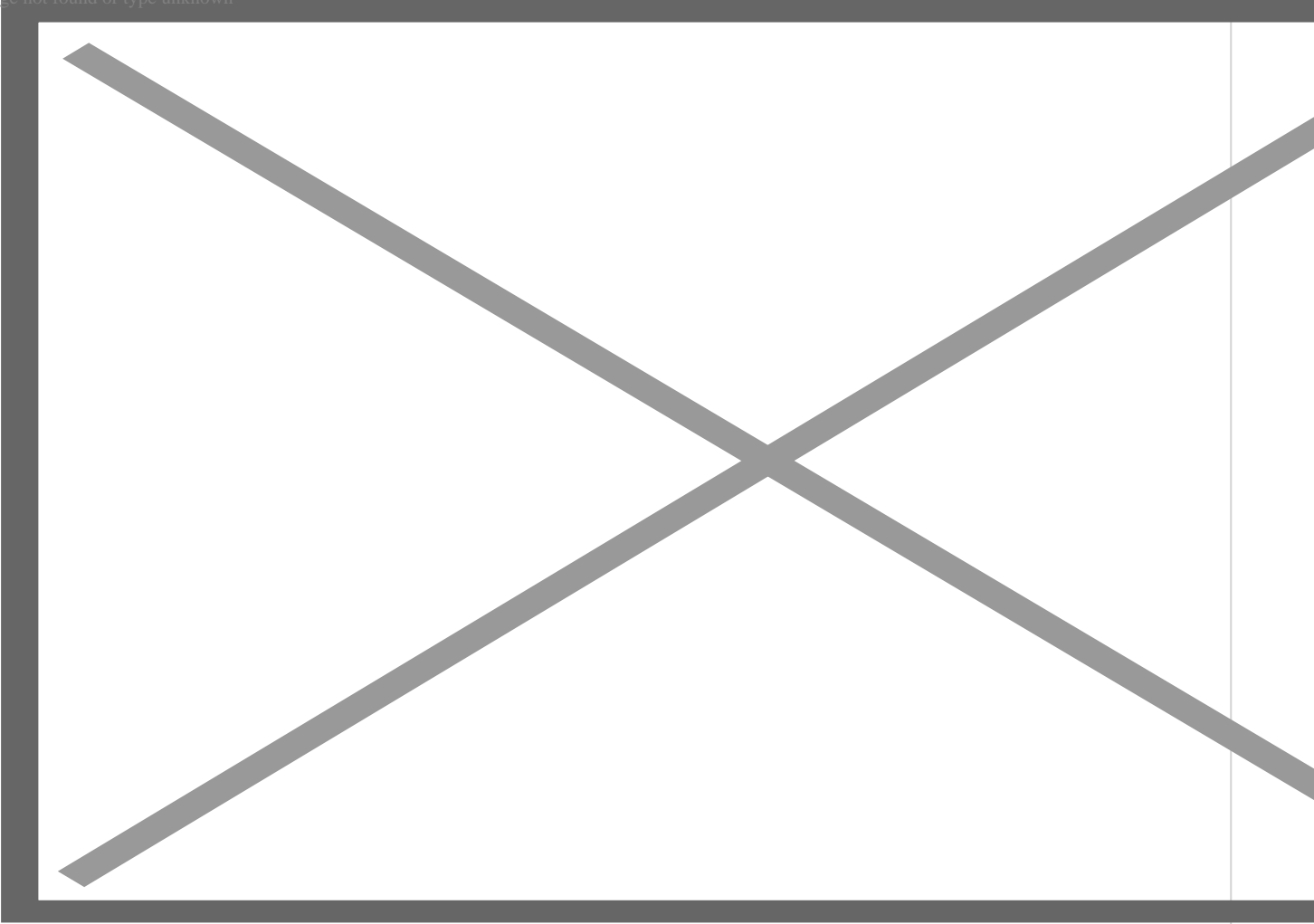
Thu 18 Jan 2024 11.00 GMT

Les hauts fonctionnaires américains ont discrètement examiné plus d'une douzaine d'incidents de violations flagrantes présumées des droits de l'homme par les forces de sécurité israéliennes depuis 2020, mais se sont donné beaucoup de mal pour préserver l'accès continu aux armes américaines pour les unités responsables des violations présumées, contribuant - selon d'anciens fonctionnaires américains - au sentiment d'impunité avec lequel Israël a abordé sa guerre dans la bande de Gaza.

On estime que 24 000 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, ont été tués par les forces israéliennes depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, un bilan qui a suscité la condamnation du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et du président américain, Joe Biden, qui a été critiqué pour n'avoir pas réussi à freiner les bombardements "indiscriminés" d'Israël sur Gaza.

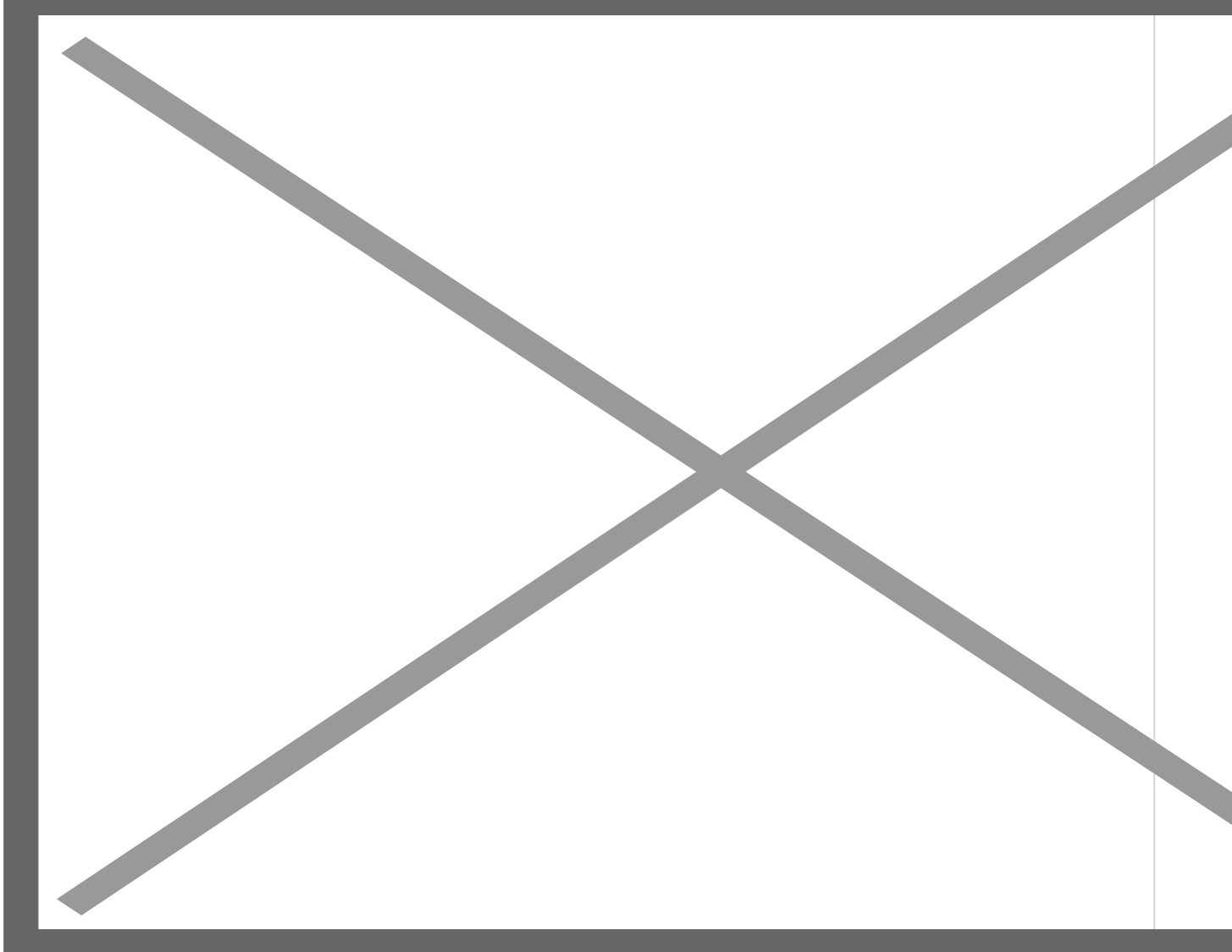
Une enquête du Guardian, basée sur l'examen de documents internes du département d'État et sur des entretiens avec des personnes au fait de délibérations internes délicates, révèle comment des mécanismes spéciaux ont été utilisés ces dernières années pour protéger Israël des lois américaines sur les droits de l'homme, alors même que des unités militaires d'autres alliés bénéficiant du soutien des États-Unis - y compris, selon certaines sources, l'Ukraine - ont été sanctionnées en privé et ont dû faire face à des conséquences pour avoir commis des violations des droits de l'homme.

Image not found or type unknown



Une femme s'agenouille à côté d'un corps enveloppé dans un linceul

Image not found or type unknown



Des personnes brandissent un corps enveloppé dans un linceul

Les fonctionnaires du département d'État ont en effet pu contourner la loi américaine censée empêcher la complicité des États-Unis dans les violations des droits de l'homme commises par des unités militaires étrangères - la loi Leahy, datant des années 1990 et nommée d'après Patrick Leahy, sénateur du Vermont aujourd'hui à la retraite - parce que, selon d'anciens fonctionnaires, des politiques internes extraordinaires ont été mises en place au sein du département d'État, qui font preuve d'une extrême déférence à l'égard du gouvernement israélien. Aucune disposition spéciale de ce type n'existe pour les autres alliés des États-Unis.

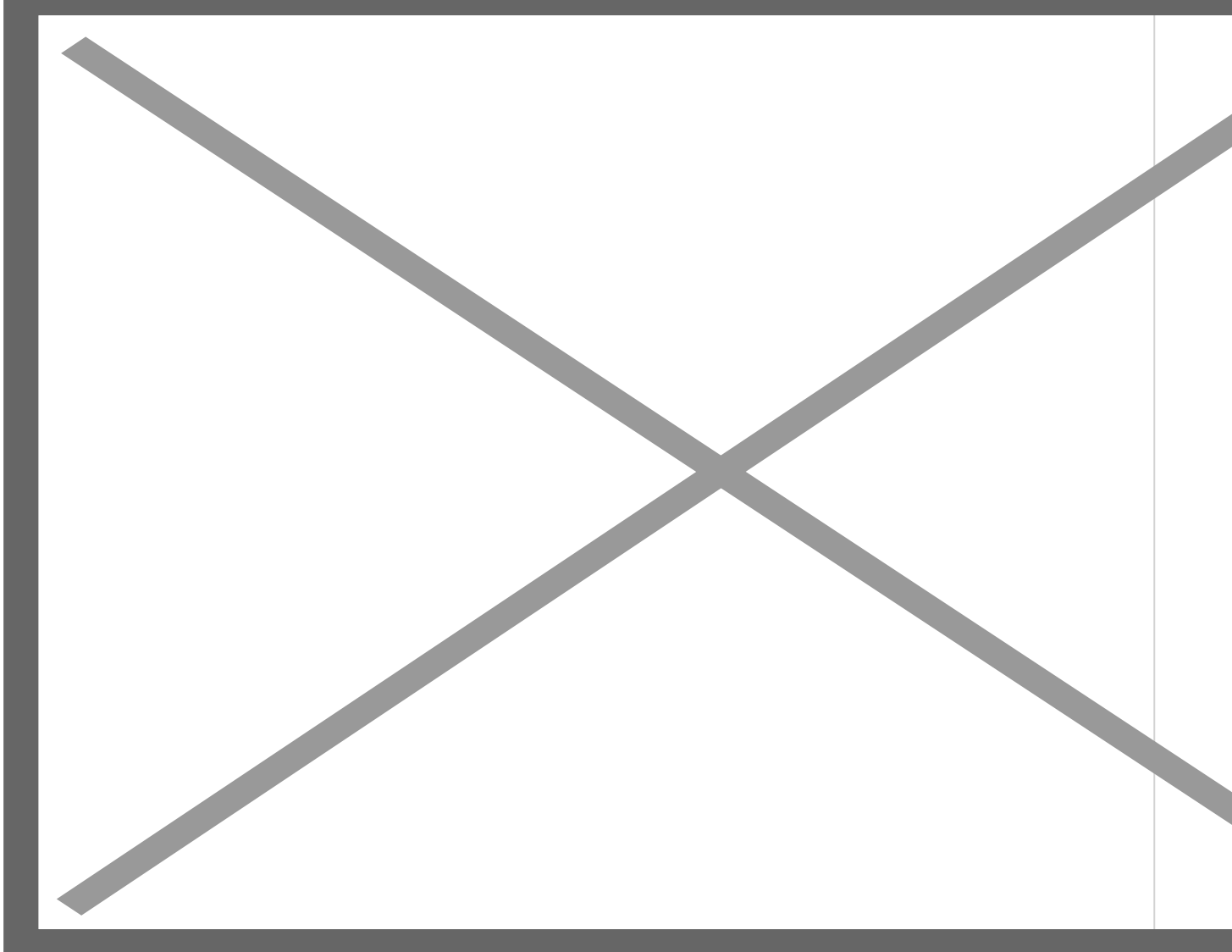
L'absence d'application de la loi Leahy en Israël semble particulièrement troublante pour son homonyme. Dans une déclaration au Guardian, l'ancien sénateur du Vermont a expliqué que l'objectif de la loi Leahy était de protéger les États-Unis de toute culpabilité pour les violations flagrantes des droits de l'homme

commises par les forces de sécurité étrangères bénéficiant de l'aide américaine et de décourager les violations futures.

"Mais la loi n'a pas été appliquée de manière cohérente, et ce que nous avons vu en Cisjordanie et à Gaza en est un exemple frappant. Pendant de nombreuses années, j'ai exhorté les administrations américaines successives à appliquer la loi dans ces régions, mais cela n'a pas été fait", a déclaré M. Leahy.

Parmi les incidents examinés depuis 2020 figurent le meurtre de Shireen Abu Akleh, journaliste américano-palestinienne abattue par les forces israéliennes en mai 2022, la mort d'Omar Assad, Américano-Palestinien de 78 ans, décédé en janvier 2022 après avoir été détenu par Israël, et l'exécution extrajudiciaire présumée d'Ahmad Abdu, un jeune homme de 25 ans abattu à l'aube par les forces israéliennes en mai 2021 alors qu'il était assis dans sa voiture.

Image not found or type unknown



Des personnes tiennent des photographies d'Eyad al-Hallaq Des personnes tiennent des photographies d'Eyad al-Hallaq devant le tribunal de district de Jérusalem en juillet, après le verdict du tribunal acquittant le policier qui a tué al-Hallaq. Photographie : Mostafa Alkharouf/Anadolu Agency via Getty Images

Un rapport publié dans Haaretz décrit comment, après avoir ouvert le feu sur la voiture, les troupes israéliennes ont sorti Abdu, l'ont traîné sur quelques mètres sur la route, puis ont laissé son corps ensanglanté sur la route et sont repartis.

Dans le cadre de l'examen de la mort d'Abdu, qui, selon certains rapports, pourrait être un cas d'erreur d'identité, des documents internes du département d'État notent qu'Israël a refusé de répondre aux questions des fonctionnaires du département d'État sur la fusillade.

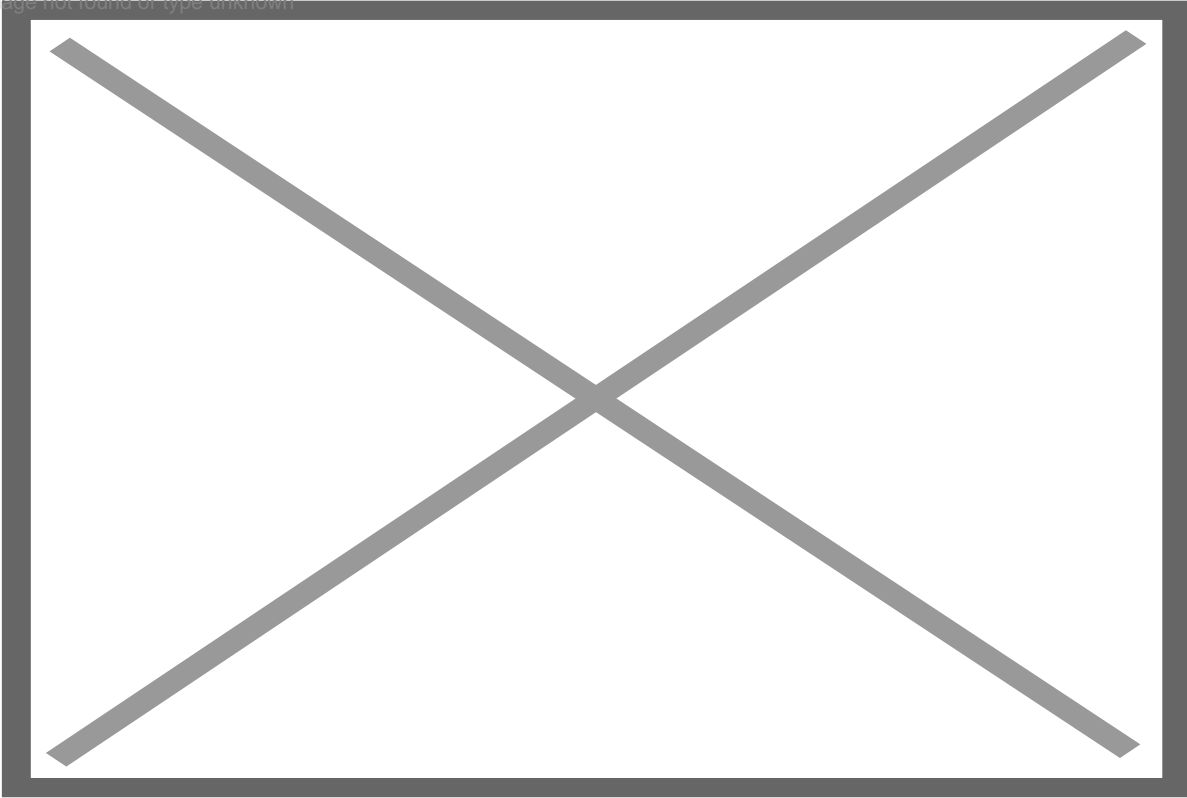
Dans le cas d'Omar Assad, l'armée israélienne a déclaré en juin dernier qu'elle n'engagerait pas de poursuites pénales contre les soldats impliqués dans sa mort, même après qu'il ait été prétendument tiré d'une voiture, ligoté et les yeux bandés après avoir été arrêté à un poste de contrôle. L'armée a déclaré que les soldats ne seraient pas poursuivis parce que leurs actions ne pouvaient pas être directement liées à la mort d'Assad par arrêt cardiaque, a rapporté l'Associated Press. Assad, citoyen américain, avait passé une quarantaine d'années dans le Midwest avant de se retirer en Cisjordanie en 2009.

Des documents internes du département d'État montrent que les incidents ont été examinés dans le cadre d'un processus peu connu établi par le département d'État en 2020, connu sous le nom de Israel Leahy Vetting Forum (ILVF), dans lequel des représentants des bureaux pertinents du département d'État examinent les rapports de violations présumées des droits de l'homme par les forces israéliennes.

En vertu de la loi Leahy, pour la plupart des pays et dans la plupart des cas, une unité militaire étrangère se voit accorder une assistance ou une formation militaire américaine après avoir été examinée par le département d'État pour toute violation des droits de l'homme signalée. La loi interdit au département d'État et au département de la défense de fournir des fonds, une assistance ou une formation à des unités de forces de sécurité étrangères lorsqu'il existe des "informations crédibles" selon lesquelles ces forces ont commis une violation flagrante des droits de l'homme.

Dans le cas d'au moins trois pays - Israël, l'Ukraine et l'Égypte - l'ampleur de l'aide étrangère est telle que l'assistance militaire américaine peut être difficile à suivre, et les États-Unis n'ont souvent aucune idée de l'endroit où des armes spécifiques aboutissent ou de la manière dont elles sont utilisées.

Image not found or type unknown



**Le sénateur Patrick Leahy lors d'une audition au Capitole à Washington en mars 2022.
Photographie : Kent Nishimura/LA Times via Getty Images**

Pour combler ce qui était considéré comme une faille dans la loi, le Congrès a mis à jour le processus en 2019, en mettant en place un système qui interdit au gouvernement étranger de fournir une assistance américaine à toute unité de ses forces de sécurité que les États-Unis identifient comme étant inéligible en vertu de la loi Leahy en raison d'une violation flagrante des droits de l'homme. Le département d'État a mis en place des groupes de travail chargés d'examiner les pays où l'assistance militaire est considérée comme "intraçable".

Toutefois, des personnes connaissant bien le processus, qui ont parlé sous le couvert de l'anonymat, ont déclaré qu'Israël avait bénéficié de politiques extraordinaires au sein de l'ILVF, dont les détails n'avaient pas été rapportés auparavant.

"Personne ne l'a dit, mais tout le monde savait que les règles étaient différentes pour Israël. Personne ne l'admettra jamais, mais c'est la vérité", a déclaré un ancien fonctionnaire du département d'État.

Tout d'abord, dans le cadre de la procédure israélienne, toutes les parties impliquées dans un examen de l'ILVF doivent parvenir à un consensus sur l'existence d'une violation potentielle, qui doit ensuite être approuvée par le secrétaire d'État adjoint, selon trois personnes au fait des délibérations internes. En théorie, un seul bureau pourrait soulever une violation potentielle au niveau du secrétaire d'État adjoint dans le cadre d'un "mémo divisé", dans lequel d'autres bureaux exprimeraient leur désaccord, mais rien de tel ne s'est produit. Parmi les groupes impliqués dans le processus figurent le bureau des affaires du Proche-Orient, le bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, le bureau des affaires politico-militaires et l'ambassade des États-Unis à Jérusalem.

Image not found or type unknown

Un chien se promène près de chars de combat israéliens déployés le long de la frontière avec la bande de Gaza. Photo : Jack Guez/AFP/Getty Images : Jack Guez/AFP/Getty Images

Pour les autres pays, ont indiqué d'anciens fonctionnaires, une telle décision au titre de la loi Leahy est prise par le personnel du département d'État, ne requiert pas le consensus de toutes les parties et ne nécessite pas la notification et l'approbation du secrétaire d'État ou du vice-secrétaire d'État.

Deuxièmement, Israël doit être consulté sur les violations présumées des droits de l'homme qui font l'objet d'un examen et dispose de 90 jours pour répondre aux allégations, ce qui entraîne des retards considérables, selon certains anciens fonctionnaires. Aucun gouvernement d'un autre pays ne doit être consulté en vertu des procédures du département d'État, ont déclaré d'anciens fonctionnaires.

"Si l'ILVF n'a jamais fonctionné, c'est en partie parce que le processus est tellement encombré de mécanismes de retard qui n'existent pour aucun autre pays", a déclaré l'ancien fonctionnaire du département d'État.

Un porte-parole du département d'État a déclaré que les détails des délibérations internes du département ne pouvaient être discutés, mais qu'il n'y avait "aucune obligation de parvenir à un consensus entre les participants à l'ILVF pour procéder à une évaluation en vertu de la loi Leahy".

"Le ministère procède à l'examen Leahy conformément à la loi dans le cas de tous les pays recevant une aide applicable, y compris Israël", a ajouté le porte-parole.

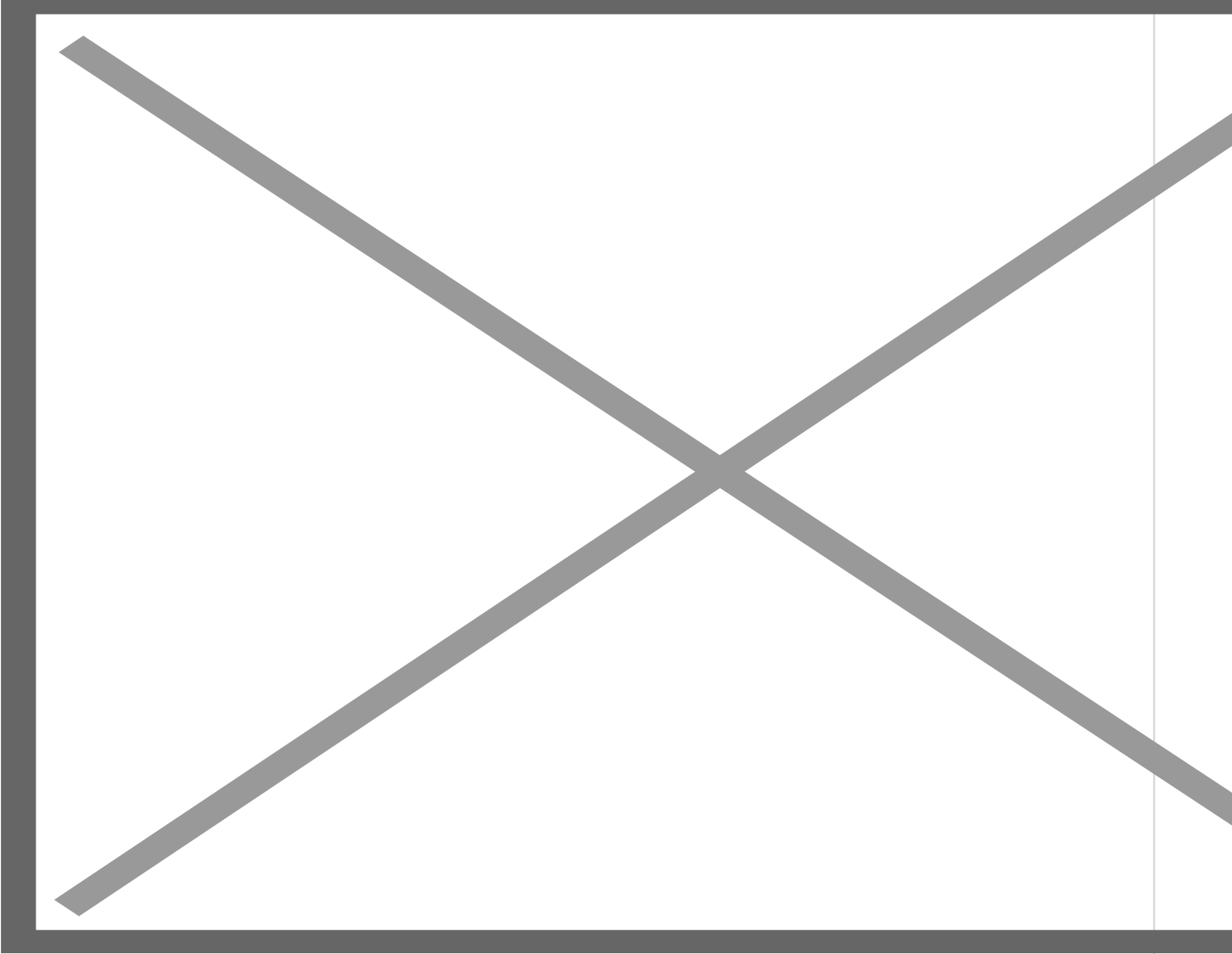
En réponse à la question de savoir pourquoi la consultation d'Israël était considérée comme faisant partie des pratiques habituelles du département d'État dans tous les cas de vérification d'Israël au titre de la loi Leahy, le porte-parole a déclaré que le département "consulte régulièrement les gouvernements étrangers sur les questions de vérification au titre de la loi Leahy, et pas seulement Israël".

Une large impunité

Certains experts établissent un lien entre l'approche non interventionniste des États-Unis à l'égard d'Israël en matière de violations des droits de l'homme et la conduite d'Israël dans la guerre à Gaza. Israël reçoit 3,8 milliards de dollars d'aide militaire par an et l'administration Biden a contourné le Congrès à deux reprises le mois dernier pour livrer 250 millions de dollars d'armes supplémentaires. Les démocrates progressistes menés par Bernie Sanders, sénateur indépendant du Vermont, ont demandé que l'aide à Israël soit conditionnée à ce que les États-Unis enquêtent sur d'éventuelles violations des droits de l'homme commises par Israël dans sa guerre à Gaza.

"Je pense qu'Israël a le sentiment d'une large impunité lorsqu'il s'agit des conséquences de ses actions aux États-Unis", a déclaré Josh Paul, un ancien fonctionnaire du département d'État qui s'est imposé comme un critique virulent des politiques de l'administration Biden à l'égard d'Israël. "Nous pouvons dire qu'Israël doit respecter le droit humanitaire international. Nous pouvons dire qu'il ne doit pas étendre les colonies. Mais lorsqu'il s'agit de conséquences réelles, il n'y en a pas et je pense que cela a donné à Israël, au niveau des hauts fonctionnaires, le sentiment qu'il est immunisé".

Image not found or type unknown



Un homme parle dans un mégaphone

Image not found or type unknown

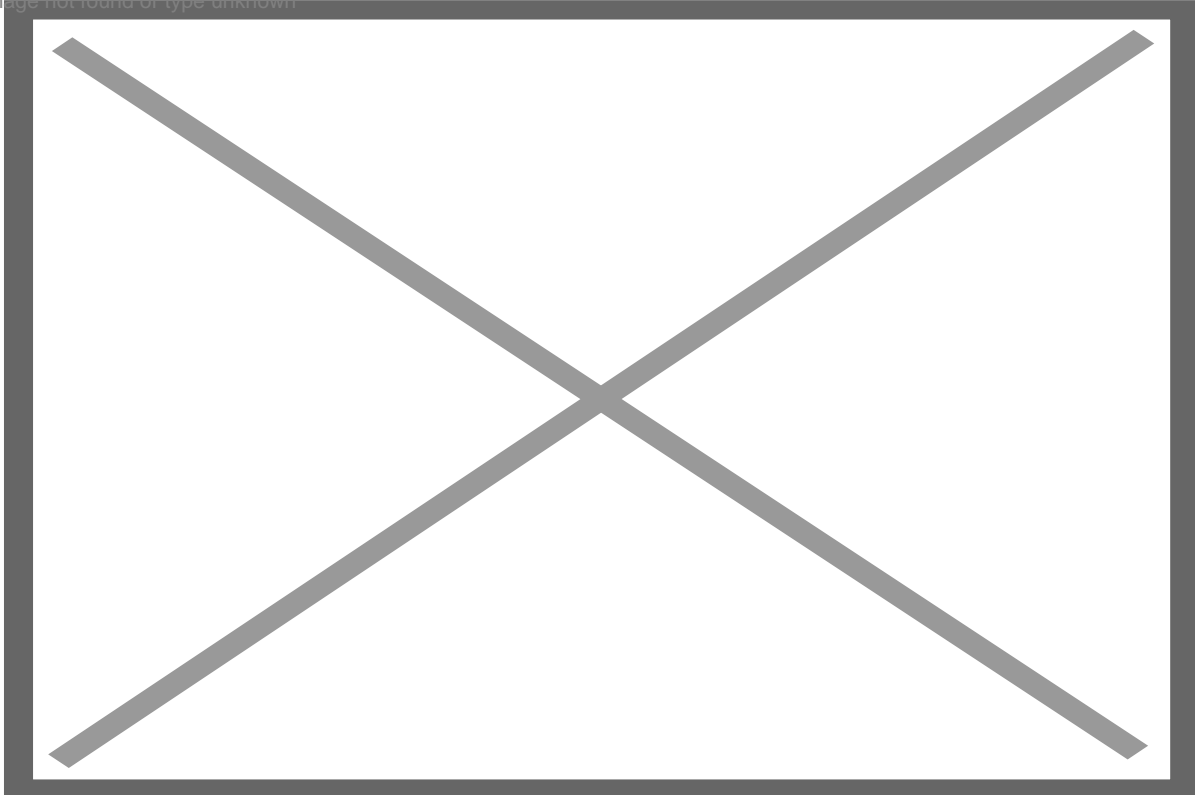
Josh Paul, ancien fonctionnaire du département d'État, prend la parole lors d'un rassemblement en faveur d'un cessez-le-feu devant la Maison-Blanche en décembre. Photographie : Brendan Smialowski/AFP/Getty Images

Josh Paul estime également que l'absence d'application de la loi Leahy a un effet sur la manière dont les unités israéliennes se conduisent. En n'exerçant aucune pression sur Israël concernant les violations de la loi Leahy et en ne désignant pas les unités israéliennes individuelles comme auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme, M. Paul a déclaré que les États-Unis ont favorisé une culture de l'impunité au niveau des unités, ce qui, selon lui, "se voit sur le terrain à Gaza aujourd'hui" dans les actions de certains soldats israéliens, y compris les vidéos qui ont circulé montrant des soldats israéliens saccageant des maisons privées à Gaza, détruisant des biens civils et utilisant un langage raciste.

Le double standard des États-Unis à l'égard d'Israël n'est nulle part plus apparent que dans un accord de 2021 signé par un haut fonctionnaire du département d'État, Jessica Lewis, secrétaire adjointe aux affaires politiques, et par l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Michael Herzog.

Cet accord de deux pages, qui n'a guère retenu l'attention des médias, officialise les modifications apportées à la loi Leahy et comprend une déclaration sur le fait qu'Israël dispose d'un "système juridique robuste, indépendant et efficace, y compris son système de justice militaire". À l'époque, les États-Unis ont signé plus d'une vingtaine d'accords similaires avec d'autres pays, dont la Grèce, la Jordanie, la Géorgie, l'Ukraine et la Lettonie, mais aucun d'entre eux ne contient de dispositions approuvant les systèmes de justice militaire des autres pays.

Image not found or type unknown



Une femme regarde vers l'avenir. Jessica Lewis comparaît devant la commission des affaires étrangères du Sénat à Washington en septembre. Photo : Rod Lamkey/CNP/Abaca : Rod Lamkey/CNP/Abaca Press via Alamy

D'anciens fonctionnaires qui ont parlé au Guardian ont déclaré qu'ils ne savaient pas comment cette formulation avait été incluse dans l'accord États-Unis-Israël, mais ont émis l'hypothèse qu'elle avait probablement été ajoutée par Israël.

Le Guardian a demandé à l'ambassade d'Israël à Washington de commenter la question, et notamment de préciser l'origine de la déclaration contenue dans l'accord, mais n'a pas reçu de réponse.

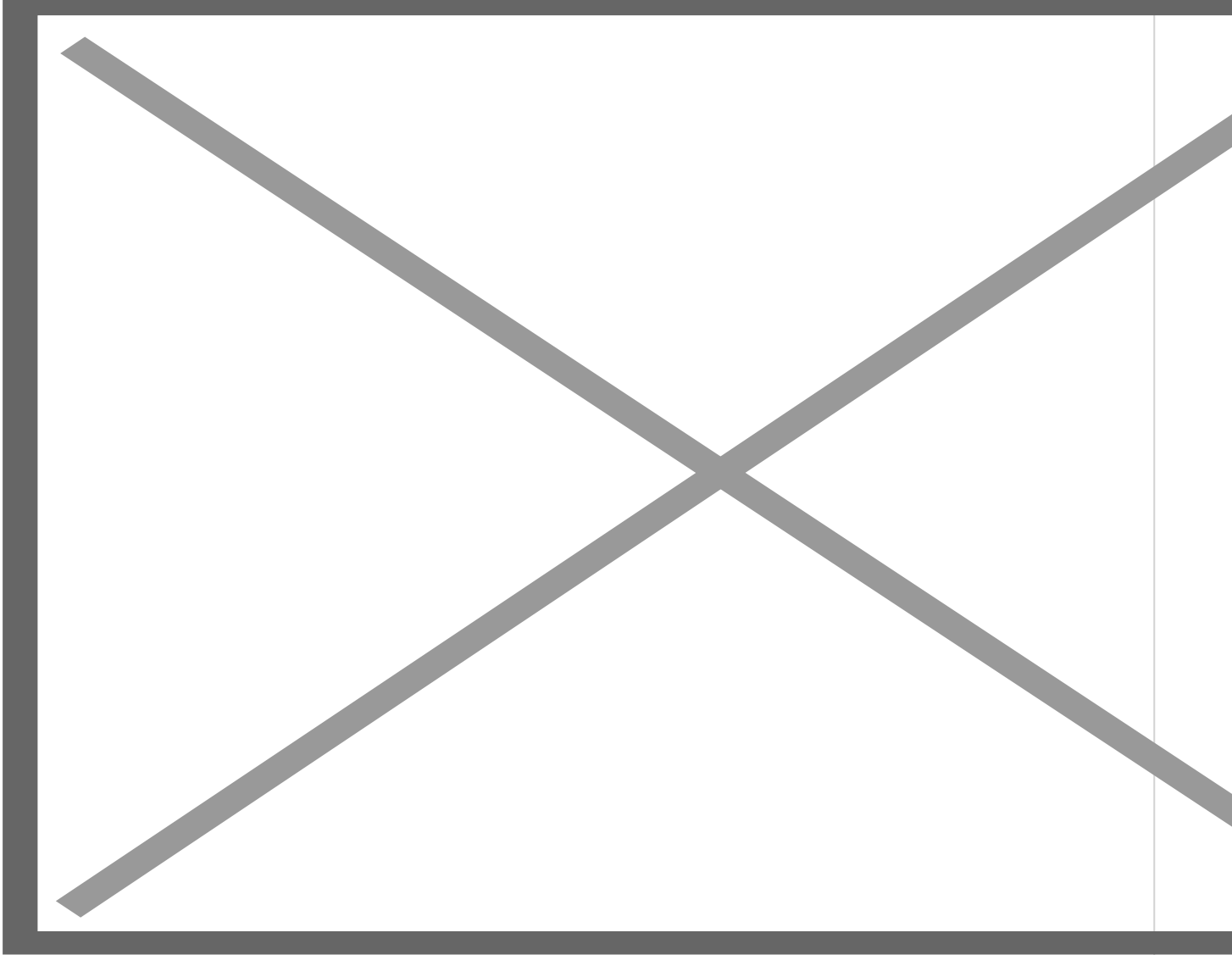
Tim Rieser, conseiller principal de longue date de M. Leahy, qui a participé à la rédaction de la loi Leahy dans les années 1990, a déclaré que l'inclusion de cette formulation avait probablement pour but d'aider Israël à éviter un examen approfondi au titre de la loi Leahy, car elle laisse entendre que le système judiciaire militaire israélien est suffisamment indépendant pour répondre à toute allégation de violation des droits de l'homme.

"La formulation ajoutée à l'accord entre les États-Unis et Israël, sans aucune consultation avec le Congrès, est inexacte sur le plan des faits et suggère à tort que la loi [Leahy] n'a pas besoin d'être appliquée", a déclaré M. Rieser.

Peu d'organisations ont été aussi critiques à l'égard du système de justice militaire israélien que B'Tselem, un groupe israélien de défense des droits de l'homme.

"Le système d'application de la loi militaire est utilisé par Israël comme un mécanisme de blanchiment dont le but est de bloquer toute critique des politiques d'Israël et de l'armée dans les territoires. Le pourcentage de condamnations de soldats est proche de zéro, même pour les violations les plus graves", a déclaré Dror Sadot, porte-parole de B'Tselem.

Image not found or type unknown



Panneaux d'affichage de B'Tselem en Cisjordanie disant "M. le Président, c'est l'apartheid" avant l'arrivée de Joe Biden dans la région en 2022. Photographie : Mahmoud Illean/AP

M. Paul, l'ancien fonctionnaire du département d'État qui a démissionné de son poste pour protester contre le "soutien aveugle à une partie" de l'administration Biden, a déclaré qu'il avait longtemps soutenu en interne que les États-Unis ne devaient pas considérer le système judiciaire militaire israélien comme un "système judiciaire fonctionnel responsable" lorsqu'il s'agit d'abus.

"Je pense que le bilan est vraiment celui d'une tape sur les doigts, de rétrogradations temporaires et de suspensions à court terme, même pour des violations très graves", a déclaré M. Paul.

M. Paul a déclaré au Guardian que "de nombreuses personnes", dont lui-même, ont fait part de leurs inquiétudes au fil des ans au sein du département d'État quant au fait que le processus Leahy "ne fonctionne pas" et que des violations flagrantes des droits de l'homme sont commises "sans qu'il y ait de comptes à rendre".

M. Paul a déclaré au Guardian que "de nombreuses personnes", dont lui-même, ont exprimé au fil des ans leurs inquiétudes au sein du département d'État quant au fait que le processus Leahy "ne fonctionne pas" et que des violations flagrantes des droits de l'homme sont commises "sans qu'il y ait de comptes à rendre". En effet, aucune unité israélienne n'a jamais été sanctionnée en vertu de la loi Leahy, même s'il existe des allégations crédibles de violations flagrantes des droits de l'homme.

Paul a refusé de nommer d'anciens collègues et n'a pas voulu discuter des cas spécifiques examinés par le forum, mais il a déclaré qu'en général, les préoccupations du personnel concernant les violations des droits de l'homme par Israël étaient finalement "étouffées" au niveau de ce qu'il a décrit comme le front office ou la direction du bureau au sein de plusieurs des bureaux impliqués dans le forum, y compris le Bureau des droits de l'homme (DRL).

Parmi les autres cas examinés par l'ILVF, mais pour lesquels les fonctionnaires américains ont finalement refusé de parvenir à un consensus et de prendre des mesures, on peut citer le meurtre de Sanad Salem al-Harbad, un Bédouin qui aurait été abattu de deux balles dans le dos par la police israélienne en mars 2022 ; le meurtre d'Ahmad Jamil Fahd, qui aurait été abattu par la police et laissé se vider de son sang par une unité d'agents israéliens infiltrés ; le meurtre d'un homme qui aurait été abattu par la police et laissé se vider de son sang par une unité d'agents israéliens infiltrés ; l'agression présumée du journaliste Givara Budeiri lors de sa garde à vue par la police israélienne ; l'assassinat en 2020 d'un autiste non armé de 32 ans, Eyad al-Hallaq, par la police israélienne à Jérusalem-Est ; l'assassinat d'un garçon de 15 ans, Mohammed Hamayel ; et l'assassinat par balle d'une Palestinienne de 16 ans, Jana Kiswani.

Pour les défenseurs de la loi Leahy, comme M. Rieser, l'absence de responsabilité dans l'assassinat d'Abu Akleh, l'éminent journaliste d'Al Jazeera, est particulièrement choquante et a fait l'objet de critiques de la part de démocrates de haut rang au Capitole.

"Si les États-Unis avaient été disposés à appliquer la loi Leahy en Israël, les forces de défense israéliennes auraient sans doute été plus enclines à demander des comptes à leurs soldats, ce qui aurait contribué à décourager les meurtres de civils comme Shireen Abu Akleh et bien d'autres, et ce à quoi nous assistons aujourd'hui", a déclaré M. Rieser. "Sinon, ils auraient été confrontés à une interruption de l'aide américaine, ce qui aurait constitué une véritable tache noire et une épine dans les relations entre les États-Unis et Israël.

Mme Abu Akleh a été tuée par une balle qui l'a touchée à l'arrière de la tête alors qu'elle couvrait une opération israélienne dans la ville de Jénine, en Cisjordanie. Une enquête de CNN a révélé qu'il n'y avait pas de combat actif ou de militants palestiniens à proximité d'Abu Akleh dans les instants qui ont précédé

sa mort, et des images obtenues par la chaîne ont corroboré des témoignages suggérant que les forces israéliennes avaient pris la journaliste pour cible.

Les Forces de défense israéliennes (FDI) ont présenté leurs excuses pour ce meurtre l'année dernière, mais le bureau de l'avocat général militaire en Israël a déclaré dans un communiqué qu'il n'avait pas l'intention d'engager des poursuites pénales ou des poursuites contre les soldats impliqués.

Image not found or type unknown



Des personnes en deuil portent le cercueil de la journaliste d'Al Jazeera, Shireen Abu Akleh, lors de la procession funéraire à Jérusalem. Photographie : Eyal Warshavsky/Sopa Images/LightRocket via Getty Images

Dans une lettre adressée en juillet 2023 au secrétaire d'État, Antony Blinken, quatre sénateurs démocrates - Chris Van Hollen, Leahy (aujourd'hui à la retraite), Chris Murphy et Dick Durbin - ont critiqué l'administration Biden pour n'avoir pas donné suite aux appels précédents en faveur d'une "enquête indépendante et crédible". Dans leurs questions à l'administration, les sénateurs ont demandé quelles mesures, le cas échéant, le coordinateur de la sécurité des États-Unis (USSC), qui a procédé à une analyse médico-légale indépendante de la balle qui a tué Abu Akleh, avait prises pour tenter d'établir qui avait tiré sur elle et pourquoi.

Faisant écho aux déclarations des FDI, l'USCC a publié une courte déclaration indiquant qu'il n'y avait "aucune raison de croire que cet acte était intentionnel, mais plutôt le résultat de circonstances tragiques". Le département d'État a refusé de rendre public un rapport sur la mort d'Abu Akleh rédigé par le coordinateur de l'USSC, le général de corps d'armée Michael Fenzel. Citant un haut fonctionnaire américain, Axios a rapporté l'année dernière que le rapport de Fenzel ne contenait pas de nouvelles constatations ou conclusions.

Lorsque la loi Leahy a été adoptée pour la première fois en 1997, elle a été conçue en pensant à l'Amérique centrale et à la Colombie. Les États-Unis fournissaient des centaines de millions de dollars d'aide militaire pour lutter contre les narcotrafiquants et les insurgés, mais les groupes de défense des droits de l'homme faisaient état de graves violations des droits de l'homme commises par les unités militaires et policières colombiennes. Bien que le département d'État n'annonce pas publiquement quand il cible des unités étrangères spécifiques, les experts estiment qu'il a été efficace en Amérique centrale, en Colombie, au Népal et dans d'autres pays.

Selon eux, Israël est un cas à part.

Un nombre inquiétant de rapports

M. Rieser a déclaré qu'il existait un long historique de correspondance - depuis l'administration de George W. Bush jusqu'à l'administration Biden - entre M. Leahy et les secrétaires d'État successifs cherchant à savoir pourquoi la loi Leahy n'était pas appliquée dans les cas d'assassinats de Palestiniens.

Dans une lettre adressée en mai 2002 à Colin Powell, alors secrétaire d'État et membre de l'administration Bush, M. Leahy s'est inquiété du fait que la loi Leahy n'était pas appliquée au Moyen-Orient.

Dans une lettre de janvier 2009 adressée à Condoleezza Rice, alors secrétaire d'État, M. Leahy a exprimé son incrédulité quant au fait que le département d'État n'était "pas au courant" d'un seul incident impliquant les FDI et susceptible de déclencher l'application de la loi Leahy.

Un mois plus tard, M. Leahy a envoyé une nouvelle lettre à la secrétaire d'État de l'époque, Hillary Clinton, qui faisait partie de l'administration Obama. Il a joint des copies de la correspondance qu'il avait

envoyée à son prédécesseur.

Une lettre de février 2016 adressée par M. Leahy au secrétaire d'État de l'époque, John Kerry, faisait état d'un "nombre inquiétant de rapports faisant état de possibles violations flagrantes des droits de l'homme par les forces de sécurité en Israël et en Égypte", notamment des "exécution extrajudiciaires commises par l'armée et la police israéliennes".

Image not found or type unknown

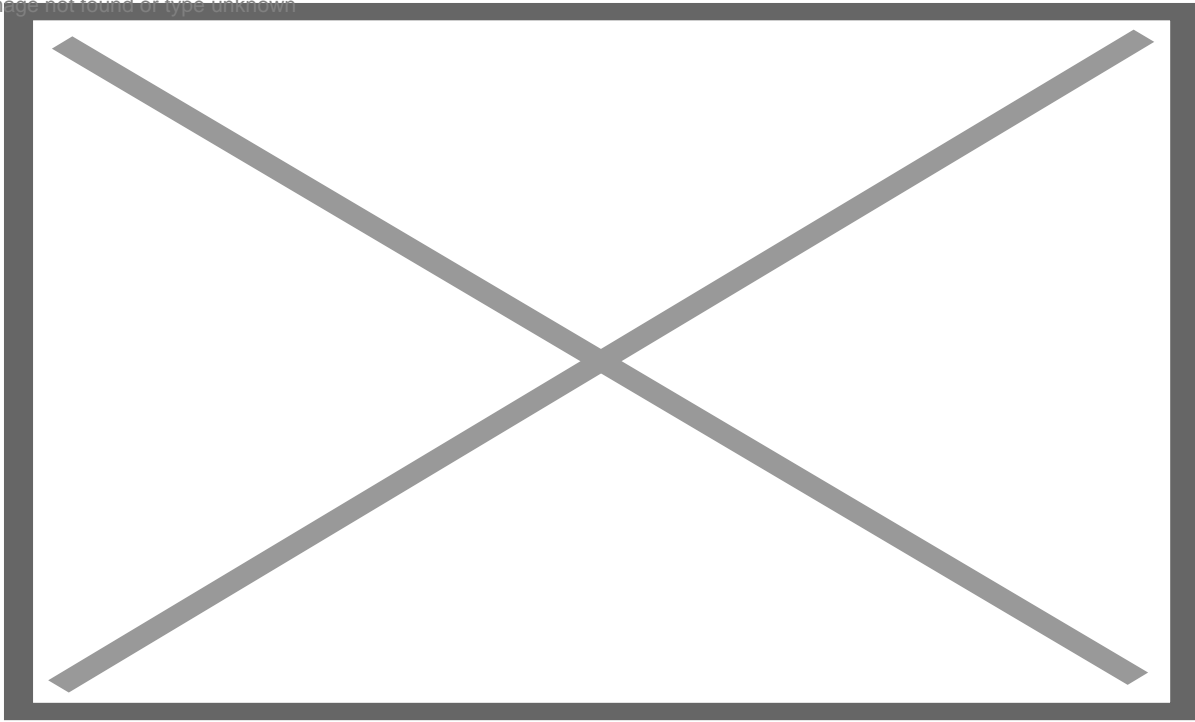


Image composite montrant les anciens secrétaires d'État Colin Powell, Condoleezza Rice, Hillary Clinton, John Kerry, Rex Tillerson et Mike Pompeo.

Les lettres de Patrick Leahy à six secrétaires d'État - Colin Powell, Condoleezza Rice, Hillary Clinton, John Kerry, Rex Tillerson et Mike Pompeo - concernant l'application de la loi Leahy à Tsahal n'ont donné aucun résultat. Composite : AP, Reuters, Getty Images

Une lettre d'octobre 2017 adressée à Rex Tillerson, secrétaire d'État sous Donald Trump, demandait quelles mesures l'ambassade des États-Unis en Israël prenait pour s'assurer que la loi Leahy était appliquée à Tsahal.

Plus tard, dans une lettre de mai 2018 adressée par Leahy au secrétaire d'État de l'époque, Mike Pompeo, qui faisait partie de l'administration Trump, Leahy a demandé un examen de la loi Leahy sur la

mort par balle d'une centaine de manifestants palestiniens de Gaza qui avaient été tués depuis mars de cette année-là. "Si des informations crédibles existent pour déclencher la loi Leahy concernant une unité israélienne et que le gouvernement d'Israël ne prend pas de mesures efficaces pour traduire les individus responsables en justice, cette unité n'est plus éligible à l'aide américaine", a écrit Leahy.

Dans une lettre de suivi envoyée en septembre, M. Leahy a demandé une "réponse claire", notamment si l'administration avait déjà cherché à connaître l'identité des unités de l'armée israélienne qui avaient tiré sur les Palestiniens. Dans une autre lettre, envoyée par Leahy en décembre, il a demandé combien de fois l'ambassade des États-Unis avait présenté à Israël des preuves de violations flagrantes des droits de l'homme et combien de fois ces personnes s'étaient vu interdire de recevoir une aide américaine.

Plusieurs autres lettres de Leahy font référence à des violations flagrantes des droits de l'homme par les FDI. Aucune de ces affaires n'a donné lieu à une sanction à l'encontre d'une unité.

Source The Guardian

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/344859-des-regles-differentes-des-politiques-speciales-permettent-aux-etats-unis-de-continuer-a-fournir-des-armes-a-israel-en-depit-dallegations-dabus>



Radio Habana Cuba